

**Alpes de Haute-Provence. Députés et sénateur socialistes interpellés.**

# La Santé fortement représentée

MARSEILLAISE  
9/10/2015

■ A Manosque c'est aux portes de la permanence du député socialiste, maire de Forcalquier, Christophe Castaner, que se sont regroupés les militants de la CGT porteurs de lettres ouvertes signées par l'Union départementale ainsi que par la CGT Santé 04 fortement représentée. Les manifestants manosquins ont trouvé porte close. Dans un communiqué parvenu dans l'après-midi, le député a informé qu'il s'agissait d'un jour habituel de fermeture et que le syndicat ne l'avait pas avisé de cette visite. Dans la rue Grande les militants ont fait part au micro de leurs revendications. La colère s'est vivement exprimée en direction du gouvernement, de son représentant local, de ses « amis Valls et Macron... Au lieu de courir après ses ambitions pour devenir sous-ministre, a lancé J.F. Pellarey (du Collectif pour une réa à Manosque), le député ferait mieux de soutenir les citoyens qui l'ont élu pour les représenter ».

## «Politique mortifère»

La lettre ouverte dénonce des mesures en faveur des entreprises, sans contreparties, n'ayant aucun effet sur le chômage. « Dans les Alpes de Haute-Provence il y a 15 090 demandeurs d'emploi. Notre département, avec un taux de chômage de plus de 12%, paie au prix fort cette politique d'austérité mortifère... » Sur le terrain de la Santé, la CGT rappelle que « contrairement à l'engagement qu'avait pris Hollande, de nombreux citoyens du 04 se trouvent à plus de trente minutes d'un service d'urgences, tous à plus d'une heure d'un service de réanimation. La situation des hôpitaux locaux est préoccupante – déqualifi-



**Chez Castaner, les militants ont trouvé porte close.** N.V.

cation en EHPAD, conditions de travail en forte dégradation, menaces omniprésentes de fusions ou de fermetures... L'enveloppe financière pour la maternité de "secteur rural" n'est absolument pas à la hauteur de ses besoins réels ». Dénoncé également : le démantèlement de la psychiatrie et du secteur médico-social. Concernant l'hôpital de Manosque, « le dialogue social est au point mort – cinq DRH en cinq ans ». Une enquête extérieure révèle un taux de risques psychosociaux chez les personnels plus élevé que la moyenne nationale ou régionale, la dégradation des conditions de travail engendrant une souffrance accrue. L'inquiétude est d'autant plus vive dans ce contexte de restrictions budgétaires. Un rassemblement s'est aussi formé à Digne, devant le Conseil départemental, pour que les revendications soient portées au député Gilbert Sauvan (PS) et au sénateur Jean-Yves Roux (PS).

**NADIA VENTRE**